

SYRELI



afnic
Internet
made in France

DÉCISION DE L'AFNIC

reservation-g7taxi.fr

Demande n° FR-2022-02862



www.afnic.fr | contact@afnic.fr
Twitter : @AFNIC | Facebook : afnic.fr

I. Informations générales

i. Sur les parties au litige

Le Requéranant : La société G7

Le Titulaire du nom de domaine : La société TAXIFRANCE SLU

ii. Sur le nom de domaine

Nom de domaine objet du litige : reservation-g7taxi.fr

Date d'enregistrement du nom de domaine : 6 mai 2022 soit postérieurement au 1^{er} juillet 2011

Date d'expiration du nom de domaine : 6 mai 2023

Bureau d'enregistrement : HOSTING CONCEPTS B.V.

II. Procédure

Une demande déposée par le Requéranant auprès de l'Afnic a été reçue le 31 mai 2022 par le biais du service en ligne SYRELI.

Conformément au règlement SYRELI (ci-après le Règlement) l'Afnic a validé la complétude de cette demande en procédant aux vérifications suivantes :

- o Le formulaire de demande est dûment rempli.
- o Les frais de Procédure ont été réglés par le Requéranant.
- o Le nom de domaine est actif.
- o Le nom de domaine a été créé ou renouvelé postérieurement au 1^{er} juillet 2011.
- o Le nom de domaine visé par la procédure ne fait l'objet d'aucune procédure judiciaire ou extrajudiciaire en cours.

L'Afnic a procédé au gel des opérations sur ce nom de domaine et a notifié l'ouverture de la procédure au Titulaire le 14 juin 2022.

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

Le Collège SYRELI de l'Afnic (ci-après dénommé le Collège) composé de Loïc DAMILAVILLE (membre titulaire), Marianne GEORGELIN (membre titulaire) et Régis MASSÉ (membre titulaire) s'est réuni pour rendre sa décision le 13 juillet 2022.

III. Argumentation des parties

i. Le Requéranant

Selon le Requéran, l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <reservation-g7taxi.fr> par le Titulaire est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité », et le Titulaire ne justifie pas « d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi ».

(Art. L. 45-2 du code des postes et des communications électroniques)

Dans sa demande, le Requéran a fourni des pièces accessibles aux deux parties sur lesquelles le Collège s'appuiera afin d'étayer ses constatations au regard de l'argumentation.

Dans sa demande, le Requéran indique que :

[Citation complète de l'argumentation]

« Notre société G7 (le « Requéran ») (Annexe 1) soutient que l'enregistrement ou le renouvellement du nom de domaine <reservation-g7taxi.fr> par l'actuel titulaire (« le Titulaire ») est « susceptible de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle ou de la personnalité, et que le titulaire ne justifie pas d'un intérêt légitime et agit de mauvaise foi » (Art. L.45-2 du Code des Postes et des Communications Electroniques).

I. Intérêt à agir


Le Requéran soutient avoir un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <reservation-g7taxi.fr> enregistré le 6 mai 2022 (Annexe 2).


Le Requéran, originellement « Compagnie française des automobiles de place », a été créé le 4 mars 1905, le nom G7 étant celui qui lui a été attribué par la Préfecture de police de Paris, en tant que garage (G) portant le numéro 7. A ce jour, le Requéran est une centrale de réservation de taxis qui met en relation une flotte de près de 10.000 chauffeurs avec une clientèle de particuliers et de professionnels le plus souvent abonnés à ses services. Il se positionne comme le leader européen du taxi, en tant que première plateforme de réservation de taxis en France et en Europe (Annexe 3).

Le Requéran est titulaire de plusieurs enregistrements de marques, dont :

- La marque verbale européenne TAXIS G7 n° 008445091 enregistrée depuis le 06 juillet 2009;

- La marque semi-figurative française  n° 4294428 enregistrée depuis le 23 Août 2016;

- La marque française  n° 164294432 enregistrée depuis le 23 Août 2016 ;

- La marque européenne  n° 016399263 enregistrée depuis le 23 février 2017, Notamment pour des services de réservation de taxis et de transport en taxis, véhicules avec chauffeurs, etc (Annexe 4).

Outre les marques « G7 », le Requéran détient des droits sur sa dénomination sociale « G7 » (Annexe 1).

Le Requéran est également titulaire de nombreux noms de domaine comprenant le terme " G7" notamment <g7-taxi-reservation.fr>, <g7-reservation.fr>, <reservation-g7.com>, <g7-reservation.com>, <taxig7.fr>, <taxig7.com>, <taxi-g7.com>, <g7.fr> et < g7.taxi> (Annexe 5).

Le nom de domaine litigieux redirige vers une page indiquant les étapes à suivre pour ajouter un site web au nom de domaine litigieux (Annexe 6).

En conséquence, le Requéran dispose de droits antérieurs et donc d'un intérêt à agir à l'encontre du nom de domaine litigieux <reservation-g7taxi.fr>.

II. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

A. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant

Le nom de domaine <reservation-g7taxi.fr> est similaire aux marques antérieures régulièrement enregistrées par le Requérant au point de prêter à confusion (Annexe 4). En effet, le nom de domaine litigieux intègre les marques « G7 » et « TAXIS G7 » dans leur intégralité. Le Requérant affirme en outre que l'ajout des termes « Taxi » et « Reservation », font incontestablement référence à l'activité du Requérant, et aux services pour lesquels ses marques sont protégées en France notamment.

Il est par ailleurs établi que l'ajout de l'extension ".FR" ne suffit pas à échapper à la conclusion que le nom de domaine est similaire à la marque et ne change pas l'impression générale selon laquelle la désignation est affiliée à la marque du Requérant.

En conséquence, le Requérant soutient que le nom de domaine est susceptible de porter atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

B. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

Absence d'intérêt légitime

Selon les informations whois, le Titulaire a enregistré le nom de domaine <reservation-g7taxi.fr> le 6 mai 2022, soit de nombreuses années après l'enregistrement de la marque du Requérant.

Le Requérant indique que le Titulaire ne dispose d'aucun lien d'aucune sorte avec le Requérant et qu'il ne dispose d'aucune autorisation ou licence d'utilisation de ce terme, ni de droit d'enregistrer un nom de domaine faisant référence au Requérant.

Cette pratique ne peut être considérée comme une utilisation légitime.

Mauvaise foi du Titulaire

Le Requérant est titulaire de plusieurs marques « G7 » antérieures à l'enregistrement du nom de domaine, et est doté d'une notoriété importante sur le territoire français (Annexe 7). Par conséquent, le Titulaire ne pouvait ignorer l'existence des marques du Requérant au moment de l'enregistrement du nom de domaine litigieux, et ne peut utiliser le nom de domaine sans créer un risque de confusion certain avec ses marques et ses noms de domaines antérieurs.

Par conséquent, le Requérant soutient que le Titulaire a enregistré le nom de domaine principalement dans le but de profiter de la renommée du Requérant en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur avec intention de le tromper. Voir cas similaire SYRELI n° FR-2021-02334 <booking7taxi.fr> (Annexe 8).

Ainsi, le Requérant sollicite du Collège la transmission du nom de domaine litigieux <reservation-g7taxi.fr> à son profit.

Annexes :

Annexe 1 : Copie de l'extrait K-Bis du Requérant

Annexe 2 : Whois du nom de domaine litigieux

Annexe 3 : Information concernant le Requérant

Annexe 4 : Copie des marques du Requérant

Annexe 5 : Whois des noms de domaine du Requérant

Annexe 6 : Copie du site web litigieux

Annexe 7 : Information concernant le Requérant

Annexe 8 : Copie de la décision SYRELI du 11.05.2021 (cas similaire) ».

Le Requérant a demandé, à titre principal, la transmission du nom de domaine et, à titre subsidiaire, sa suppression.

ii. Le Titulaire

Le Titulaire n'a pas adressé de réponse à l'Afnic.

IV. Discussion

Au vu des dispositions du droit commun relatives à la charge de la preuve,
Au vu des écritures et pièces déposées par les deux parties,
Au vu des dispositions du Règlement,
Au vu des dispositions prévues à l'article L. 45-6 du Code des Postes et des
Communications Electroniques,

Le Collège a évalué :

i. L'intérêt à agir du Requérant

Au regard des notices complètes de marques (*Annexe 4*) et des extraits de base whois (*Annexe 5*) fournis par le Requérant, le Collège constate qu'au moment du dépôt de la demande, le nom de domaine <reservation-g7taxi.fr> est similaire :

- A la marque verbale de l'Union européenne « TAXIS G7 » numéro 8445091 enregistrée le 06 juillet 2009 et dûment renouvelée pour les classes 9, 12, 35, 37, 38 et 39.
- Aux noms de domaine suivants du Requérant :
 - <taxig7.fr> enregistré le 30 août 2000 ;
 - <g7.fr> enregistré le 22 septembre 1999 ;
 - <g7.taxi> enregistré le 20 août 2015 ;
 - <g7-reservation.com> enregistré le 26 août 2020 ;
 - <reservation-g7.com> enregistré le 18 décembre 2020.

Le Collège a donc considéré que le Requérant avait un intérêt à agir.

ii. L'atteinte aux dispositions de l'article L.45-2 du CPCE

a. Atteinte aux droits invoqués par le Requérant

Le Collège constate que le nom de domaine <reservation-g7taxi.fr> est similaire à la marque verbale antérieure de l'Union européenne « TAXIS G7 » numéro 8445091 enregistrée le 06 juillet 2009 et dûment renouvelée car il est composé de la marque « TAXIS G7 », reprise sans la lettre « S » et avec l'inversion des deux termes, précédée du terme « reservation » faisant référence à l'activité de réservation de taxis proposée par le Requérant et couvert par ses marques.

Le Collège a donc considéré que le nom de domaine est susceptible de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle du Requérant.

Conformément à l'article L. 45-2 du CPCE cité ci-dessus, le Collège s'est ensuite posé la question de savoir si le Requérant avait apporté la preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire.

b. La preuve de l'absence d'intérêt légitime ou de la mauvaise foi du Titulaire

- **Sur la preuve de l'absence d'intérêt légitime**

Le Collège constate que, selon le Requérant, le Titulaire :

- Ne détient aucune autorisation pour utiliser ses marques, ni pour enregistrer le nom de domaine <reservation-g7taxi.fr> ;
- N'est pas en lien avec lui.

- **Sur la preuve de la mauvaise foi**

Le Collège constate que :

- Le Requérant, en tant que première plateforme de réservation de taxis en France et en Europe, compte 9000 taxis affiliés et accompagne ses clients dans 180 villes en France, et dans plus de 20 pays grâce à son large réseau de partenaires (*annexes 1, 3 et 7*) ;
- Le Requérant est titulaire des marques antérieures « G7 » et « TAXIS G7 » enregistrées entre 2009 et 2017 et de divers noms de domaine composés du terme « taxis g7 » ; les marques couvrent des services tels que « transport en taxis, services de taxis » ou « réservation pour le transport » ;
- Le nom de domaine <reservation-g7taxi.fr>, enregistré le 6 mai 2022, est la reprise quasi-intégrale de la marque « TAXIS G7 », sans la lettre « S » et avec l'inversion des deux termes, précédée du terme « reservation » faisant référence à l'activité de réservation de taxis proposé par le Requérant ;
- Les premiers résultats obtenus suite à la recherche effectuée sur le moteur de recherche Google sur les termes « taxi g7 » démontrent qu'ils sont en lien avec le Requérant (*annexe 7*) ;
- Le 10 mai 2022, le nom de domaine <reservation-g7taxi.fr> renvoie vers une page d'attente du bureau d'enregistrement (*annexe 6*).

Le Collège a ainsi considéré que le Titulaire avait enregistré le nom de domaine <reservation-g7taxi.fr> dans le but de profiter de la renommée du Requérant en créant un risque de confusion dans l'esprit du consommateur.

Le Collège a donc conclu que le Requérant avait apporté la preuve de la mauvaise foi du Titulaire telle que définie à l'article R. 20-44-46 du CPCE et a décidé que le nom de domaine <reservation-g7taxi.fr> ne respectait pas les dispositions de l'article L. 45-2 du CPCE.

V. Décision

Le Collège a décidé d'accepter la demande de transmission du nom de domaine <reservation-g7taxi.fr> au profit du Requérant, la société G7.

VI. Exécution de la décision

Conformément à l'article (II) (viii) du Règlement, la décision de l'Afnic ne sera exécutée qu'une fois écoulé un délai de quinze (15) jours civils à compter de la notification de la décision aux parties.

Conformément à l'article (II) (vii) du Règlement, l'Afnic notifie par courrier électronique et

postal la décision à chacune des parties.

Elle procédera au dégel des opérations sur le nom de domaine selon les dispositions du Règlement.

Le Bureau d'enregistrement est informé de la décision par courrier électronique.

À Montigny-le-Bretonneux, le 21 juillet 2022

Pierre BONIS - Directeur général de l'Afnic

